

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

A l'assemblée régulière du conseil municipal étaient présents: Madame Johanne Lessard, Monsieur Michel Aubin, Monsieur Martin Bibeau, Madame Audrey Sénéchal tous formant quorum sous la présidence de Monsieur Denis Gamelin maire.

Était aussi présente Madame Chantal Piette, directrice générale et secrétaire-trésorière.
Étaient absents : Monsieur Luc Bertrand, Monsieur Bernard Coutu.

#2017-03-043" ORDRE DU JOUR.

Il est proposé par Madame Johanne Lessard et appuyée par Monsieur Martin Bibeau d'adopter l'ordre du jour tel que ci-dessous.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

CET ORDRE DU JOUR SE LIT COMME SUIT :

Mot de bienvenue.

Lecture de l'ordre du jour.

Approbation de l'ordre du jour.

Approbation du procès-verbal de l'assemblée régulière du 13 février 2017.

Lecture et approbation des comptes à payer.

Période de questions.

Rencontre / Monsieur Jean Hubert.

Adoption règlement # 002-2017 (incendie).

Adoption du dépôt du rapport d'activité service incendie St-Gabriel-de-Brandon (année 2016).

Programme TECQ.

Abroger résolution 2017-02-031 (Programme TECQ / Abaissement du trottoir).

Trottoirs face au 511 et 521 rue Principale.

Adoption du règlement d'emprunt # 003-201.

Demande.

Demande d'appui - résolution – avril, mois de la jonquille.

Demande d'aide financière – La lueur du phare de Lanaudière.

Demande d'aide financière - Groupe populaire Déclic.

Demande d'appui – Programme de prévention de la criminalité Ville ST-Gabriel.

Rapport de la directrice générale.

Dossier vente pour taxe.

Correspondance.

Divers.

Fabrique.

Demande pour Acte de vente (Église).

Autorisation pour rencontrer les aviseurs légaux de la municipalité.

Pratique incendie (14 mars 2017).

Demande du comité des Loisirs de St-Cléophas.

Suivi des dossiers MRC D'Autray.

Patinoire.

Levée de l'assemblée.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

#2017-03-044" APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE DU 13 FÉVRIER 2017.

Il est proposé par Madame Audrey Sénéchal appuyée par Monsieur Michel Aubin d'adopter le procès-verbal de l'assemblée régulière du 13 février 2017.

La secrétaire-trésorière est dispensée de faire la lecture du procès-verbal, les conseillers en ayant pris connaissance.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

COMPTES À PAYER.

201700037	2017-02-28	Chantal Piette	1 038,11 \$
201700038	2017-03-13	LE GROUPE HARNOIS	894,94 \$
201700039	2017-03-13	Cible Famille Brandon	50,00 \$
201700040	2017-03-13	Équipements de bureau R.L.M.	114,98 \$
201700041	2017-03-13	Les Services Exp Inc.	2 385,73 \$
201700042	2017-03-13	Excavation Normand Majeau inc.	689,85 \$
201700043	2017-03-13	Mun. de St-Gabriel-de-Brandon (incendie 1er	4 479,53 \$
201700044	2017-03-13	Suzie Demontigny	67,40 \$
201700045	2017-03-15	Chantal Piette	1 038,11 \$
201700046	2017-03-15	Chantal Piette	22,44 \$
201700047	2017-03-13	EBI Environnement inc.	1 174,01 \$
201700048	2017-03-20	Hydro-Québec	232,23 \$
201700049	2017-03-13	MRC de D'Autray	1 146,21 \$
201700050	2017-03-13	Maxime Legros Crête	40,11 \$
201700051	2017-03-13	Benoit Delorme	300,00 \$
Total des chèques émis			13 673,65\$

#2017-03-045" RETENUE SUR LE PAIEMENT.

Considérant que les membres du conseil veulent discuter de la facturation (sablage Chemin Ligne Piette) avec un représentant de la Cie Excavation Normand Majeau inc.

En conséquence, il est proposé par Monsieur Michel Aubin et appuyé par Monsieur Martin Bibeau de retenir le paiement de la facture 001623 au montant de 689.85 \$ jusqu'à l'obtention d'une rencontre pour explication.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-046" PAIEMENT DES COMPTES.

Le paiement de ces comptes est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

CERTIFICAT DES CRÉDITS SUFFISANTS.

Je soussignée, Chantal Piette, secrétaire trésorière, certifie par la présente que la municipalité dispose des fonds suffisants pour les fins auxquelles les dépenses ci-haut mentionnées ont été projetées.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'est formulée dans la salle.

RENCONTRE / MONSIEUR JEAN HUBERT

Monsieur Jean Hubert explique aux membres du conseil les tenants et les aboutissants du dossier dont le matricule est 1220-09-5543.

#2017-03-047" DOSSIER MATRICULE 1220-09-5543.

Suite à l'analyse du dossier dont le matricule est 1220-09-5543, il est proposé par Monsieur Martin Bibeau et appuyé par Monsieur Michel Aubin de mandater l'inspecteur de la municipalité afin que ce dernier fasse parvenir une correspondance demandant au propriétaire de l'immeuble de démolir le bâtiment vétuste (poulailler) au plus tard le 1 mai 2017.

De plus, il est résolu que si le propriétaire présente un projet de construction certaines conditions seront à respecter.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-048" ADOPTION DU RÈGLEMENT #002-2017 RÈGLEMENT CONCERNANT LA PRÉVENTION DES INCENDIES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS-DE-BRANDON.

Attendu qu'un avis de motion a été donné à l'assemblée régulière du 9 janvier 2017. En conséquence, il est proposé par Monsieur Martin Bibeau et appuyé par Madame Johanne Lessard d'adopter le règlement #002-2017 règlement concernant la prévention des incendies sur le territoire de la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON

RÈGLEMENT NO 002-2017 RÈGLEMENT CONCERNANT LA PRÉVENTION DES INCENDIES SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS-DE- BRANDON.

ATTENDU QUE le règlement concernant la prévention des incendies sur le territoire de la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon doit être modifié;

ATTENDU QUE le nouveau règlement #002-2017 remplace tout autre règlement

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

précédemment adopté sur la prévention des incendies sur le territoire de la municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon;

ATTENDU QU'il y a dispense de lecture du présent règlement, les membres du Conseil l'ayant reçu au moins deux (2) jours juridiques avant la date de son adoption, déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture conformément à l'article 445 du Code Municipal;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors d'une séance régulière du conseil municipal, tenue le 9 janvier 2017;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Monsieur Martin Bibeau et appuyé par Madame Johanne Lessard et résolu unanimement que le conseil municipal adopte le présent règlement, décrète et statue ce qui suit:

ARTICLE 1 - APPLICATION

1.1 Le Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII – Bâtiment, et le Code national de prévention des incendies – Canada 2010 (modifié), avec ses modifications publiées et à venir, par le Conseil national de recherches du Canada, désigné au présent règlement par le mot « Code » à l'exception des sections II, VI, VII, VIII et IX de la division 1, s'applique comme règlement sur la prévention des incendies, sous réserve des modifications qui y sont apportées en vertu de l'article 3 des présentes.

1.2 L'article 346 de la section IV de la division 1 ne s'applique pas à un immeuble utilisé comme habitation d'au plus 2 étages en hauteur de bâtiment ou d'au plus 8 logements.

1.3 Les articles 361 à 365 de la section IV de la division I du Code ne s'appliquent pas à un bâtiment unifamilial ou bi-familial.

ARTICLE 2 - ADMINISTRATION

2.1 Le propriétaire ou son mandataire autorisé est seul responsable de la mise en œuvre du présent règlement sur sa propriété. Si elle constate, par ses officiers ou autrement, une dérogation au présent règlement, la municipalité exerce sa discrétion et détermine si la contravention doit être sanctionnée; le cas échéant, la municipalité détermine le mode d'intervention qu'elle juge approprié et elle fixe, le cas échéant, l'échéancier de réalisation, conformément aux prescriptions de l'article 6 de la Loi sur la sécurité incendie.

La présente disposition ne peut pas être interprétée comme empêchant ou limitant le pouvoir de la municipalité d'entreprendre, sur le champ, les recours civils ou pénaux prévus à l'article 4.1 du présent règlement.

2.2 Advenant le non-respect de l'une des dispositions du présent règlement, l'autorité compétente peut, au préalable, sans préjudice à émettre un constat d'infraction, émettre un avis écrit informant le propriétaire ou l'occupant des mesures requises pour corriger la situation; cet avis est signifié à celui à qui il est adressé par courrier, en personne, ou à une autre personne raisonnable, à son domicile ou à sa place d'affaires, même à celle qu'il occupe en société avec une autre.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

2.3 Toute personne est tenue de laisser le directeur ou ses représentants visiter l'intérieur et l'extérieur de tout bâtiment construit ou en construction et doit fournir à ce ou ces derniers toute assistance raisonnable dans l'exécution de leurs fonctions.

2.4 Le directeur ou ses représentants peuvent visiter et examiner l'intérieur et l'extérieur des maisons ou bâtiments (construits ou en construction) afin de constater si les dispositions du présent règlement sont respectées. Ils peuvent prendre toute (s) mesure (s) jugée (s) nécessaire (s) pour protéger la vie, la sécurité et la propriété des citoyens de la ville/municipalité et pour prévenir les dangers du feu. Ils ont le droit d'entrer, à toute heure raisonnable, dans tout bâtiment ou dans tout immeuble, pour inspecter la construction ou l'occupation des lieux, les installations, les opérations ou toutes autres activités, ou lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction est commise. Personne ne doit entraver ou contrecarrer, ni tenter d'entraver ou de contrecarrer toute inspection ou l'exercice des attributions prévues dans ce règlement, sauf si l'autorité compétente ne s'est pas officiellement identifiée en donnant le motif de sa visite.

ARTICLE 3 - MODIFICATION AU CODE NATIONAL DE PRÉVENTION DES INCENDIES– Canada 2010 (modifié) –DIVISION II

3.1 La définition d' « Autorité compétente », prévue à l'article 1.4.1.2 de la division A du Code, est remplacée par la suivante :

Autorité compétente : La Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon.

3.2 La définition de « directeur » ajoutée à l'article 1.4.1.2 de la division A du Code, est la suivante:

Directeur : le directeur du service de sécurité incendie de la municipalité de St-Gabriel-de-Brandon.

3.3 La définition de « Occupant » ajoutée à l'article 1.4.1.2 de la division A du Code, est la suivante :

Occupant : toute personne physique ou morale qui occupe un immeuble à un titre autre que celui de propriétaire.

3.4 L'article 2.2.1.1. de la division C du Code est abrogé.

3.5 L'article 2.1.3.3 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 2), les paragraphes suivants :

2.1.3.3 Avertisseurs de fumée

3) Les avertisseurs de fumée doivent être installés conformément à la norme CAN/ULC-S553, « Installations des avertisseurs de fumée ».

4) Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

5) Le locataire d'un logement ou d'une chambre doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exiger par le présent règlement, incluant le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.»

3.6 La partie 2 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.1.4.2, l'article suivant, à savoir :

2.1.4.3 Système de gicleurs

- 1) L'emplacement des dispositifs de contrôle d'un système de gicleurs ainsi que les chemins pour s'y rendre doivent être clairement indiqués au moyen d'affiches.
- 2) Les emplacements des raccords siamois ou autres dispositifs analogues doivent être indiqués au moyen d'affiches facilement visibles et tel que décrit à l'article 2.1.4 division B du code.
- 3) Les vannes de contrôle de chaque zone protégée par un système de gicleurs doivent être clairement indiquées ainsi que le chemin pour s'y rendre.

3.7 Le paragraphe 1) de l'article 2.1.5.1 de la division B du Code est remplacé par le suivant :

2.1.5.1 Extincteurs portatifs – Sélection et installation

- 1) Des extincteurs portatifs qui satisfont aux exigences prévues aux paragraphes 2) à 4) doivent être installés dans tout bâtiment, sauf à l'intérieur des logements à condition qu'il ne s'agisse pas d'une garderie (voir l'annexe A du Code).

3.8 L'article 2.4.1.4 de la division B du Code est modifié en ajoutant, après le paragraphe 1), le paragraphe suivant :

2.4.1.4 Filtres de sécheuses

- 2) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent déboucher directement à l'extérieur des bâtiments et être maintenus exempts de toute obstruction.

3.9 L'article 2.4.5.1 de la partie 2 division B du code est remplacé par le suivant, à savoir :

2.4.5.1 Feux en plein air

- 1) Exception faite de petits feux utilisés pour la cuisson sur des grills et des barbecues, des feux de foyer permis à l'article 2.4.5.2, des feux faits dans des âtres prévus à cet effet dans les terrains de camping détenant un permis de terrain de camping; il est interdit d'allumer ou de faire allumer ou de permettre qu'un feu soit allumé, sans avoir, au préalable, obtenu un permis de l'autorité compétente suivant la forme de celui produit en annexe II du présent règlement.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

- 2) L'autorité compétente peut révoquer tout permis délivré sous le régime du présent règlement lorsque :
 - a) une des conditions de délivrance n'est plus respectée;
 - b) des renseignements fournis aux fins de sa délivrance sont inexacts;
 - c) les activités, travaux ou usages sont exécutés de façon à mettre en péril la sécurité et les propriétés des citoyens;
 - d) l'émission d'étincelles, d'escarbilles, de suie, de résidus de combustion ou de fumée incommode le voisinage.
- 3) Le feu doit être localisé dans une zone sécuritaire et suffisamment éloignée de tout bâtiment et boisé. Un périmètre de trente (30) mètres doit être observé tout autour du feu. Un surveillant doit être assigné pour le respect du périmètre de sécurité tout au long de l'activité.
- 4) Le fait de faire un feu ne doit pas nuire au voisinage.
- 5) Il est interdit d'utiliser des accélérateurs pour allumer un feu (essence, huile, pneu, etc.).
- 6) Les matières destinées au brûlage doivent être empilées en tas d'environ trois (3) mètres par trois (3) mètres au maximum et n'excédant pas deux (2) mètres de hauteur.
- 7) Avant de faire un feu, il faut avoir sur place des équipements pour combattre un feu afin de garder un contrôle permanent et intervenir au besoin.
- 8) La personne responsable du feu doit surveiller le feu en tout temps et s'assurer, avant de quitter les lieux, que ledit feu soit complètement éteint.
- 9) Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités ordinaires dans le cas où des déboursés ou dommages résultent du feu ainsi allumé.
- 10) Toute personne qui met le feu et qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu de se propager, commet une infraction en vertu du présent règlement et elle est passible de toutes les peines prévues par le présent règlement.
- 11) Il est interdit de faire un feu à l'extérieur lorsque le vent excède vingt-cinq (25) km/h et/ou dès que le risque d'incendie de végétation est élevé selon la SOPFEU.
- 12) Toute demande de permis de brûlage doit être faite au moins 24 heures à l'avance.

3.10 La partie 2 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.4.5.1, l'article suivant, à savoir :

2.4.5.2 Feu de foyer extérieur

- 1) Un seul foyer extérieur est autorisé par bâtiment à condition qu'il soit situé dans une zone où l'usage habitation est permis.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

2) Le foyer ne doit pas être installé en cour avant du bâtiment. Il doit être situé à une distance minimale de un (1) mètre des limites de la propriété et à une distance minimale de quatre (4) mètres de tout bâtiment. De plus, le foyer ne peut se trouver sous un arbre ou toute autre végétation.

3) Le foyer extérieur doit être solide, être fermé sur toutes ses faces, soit par des matériaux non combustibles ou par un pare-étincelles dont les ouvertures sont d'au plus 1 cm². Il doit être conçu afin d'éviter l'émission d'escarbilles et d'étincelles.

3.11 La partie 2 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.4.6.1, l'article suivant, à savoir :

2.4.6.2 Mesures de sécurité

1) Le propriétaire de tout bâtiment inoccupé doit en tout temps s'assurer que les locaux soient libres de débris ou de substances inflammables et doit maintenir toutes les ouvertures de ces bâtiments convenablement fermées et verrouillées ou barricadées de façon à prévenir l'entrée des personnes non autorisées.

3.12 La partie 2 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.5.1.5, l'article suivant, à savoir :

2.5.2.1 Rues et chemins privés

1) Un chemin privé doit être carrossable pour les véhicules du service de sécurité incendie et avoir un minimum de douze (12) pieds de largeur et être dégagé d'une hauteur minimale de douze (12) pieds.

2) Le propriétaire d'un chemin privé est responsable de l'entretien du chemin conformément à l'article 2.5.2.1.1).

3.13 L'article 2.6.1.1 de la partie 2 division B du code est remplacé par le suivant, à savoir :

2.6.1.1. CVCA- Installation

1) Les appareils et les installations de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) doivent être installés conformément au CNB et aux exigences du fabricant. 2) Aucune matière combustible ne doit être placée à moins de 1,2 mètre d'un appareil de chauffage à combustibles solides, à moins que cet appareil soit entouré d'un écran ou d'une construction incombustible d'un type acceptable.

3.14 Le paragraphe 1 de l'article 2.6.1.5 de la partie 2 divisions B du code est remplacé par le suivant, à savoir :

2.6.1.5. CVCA- Dégagement

1) Le dégagement exigé entre une cheminée, un tuyau de raccordement ou un appareil et une construction combustible doit être conforme au CNB.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

3.15 Le paragraphe 1 de l'article 2.6.1.9 de la partie 2 division B du code est remplacé par le suivant, à savoir :

2.6.1.9. Équipement de cuisson commercial

1) Des systèmes d'extraction et de protection contre l'incendie de cuisson commercial doivent être installés conformément au CNB.

3.16 La partie 2 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 2.8.2.8, l'article suivant, à savoir :

2.8.2.9 Mise hors service du système de détection et d'alarme incendie

1) En cas de mise hors service temporaire, même partielle, d'un système de détection et d'alarme incendie pour une raison quelconque, y compris pour des travaux d'entretien ou une inspection périodique, des mesures de remplacement doivent être prises pour s'assurer que tous les occupants du bâtiment puissent être informés rapidement et que le service d'incendie soit prévenu si un incendie se déclare pendant la durée de l'interruption.

3.17 L'article 5.1.1.3 du code est modifié en ajoutant les paragraphes suivants à la suite du premier, à savoir :

5.1.1.3 Tirs de pièces pyrotechniques

1) Avant de faire l'utilisation d'une pièce pyrotechnique à l'extérieur ou de pièces pyrotechniques à effets spéciaux à l'intérieur d'un bâtiment, une demande d'autorisation doit être déposée par écrit au service sécurité incendie au moins sept (7) jours avant la date fixée pour l'utilisation de pièces pyrotechniques, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur.

2) Toute personne qui désire faire usage d'une pièce pyrotechnique à haut risque (selon le manuel de l'artificier-1999) à l'extérieur ou de pièces pyrotechniques à effets spéciaux à l'intérieur d'un bâtiment doit au préalable obtenir l'autorisation écrite émise par le service incendie; laquelle sera émise sur présentation :

a) d'un engagement écrit que les pièces pyrotechniques seront manipulées conformément au manuel de l'artificier publié par le ministère fédéral des Ressources naturelles;

b) le numéro de permis et de certificat d'artificier surveillant du requérant et la date d'expiration de ce permis;

c) d'une preuve d'assurance responsabilité minimale de 1 000 000.00 \$ pour une telle activité;

d) d'un plan détaillé du lieu pour le feu d'artifice;

e) de l'endroit où se tiendront les feux d'artifice; de la date et de l'heure de ces feux d'artifice.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

3) **Toute personne qui désire faire usage d'une pièce pyrotechnique à haut risque ou de pièces pyrotechniques à effets spéciaux à l'intérieur d'un bâtiment, ou en plein air, sera sous la surveillance du service de sécurité incendie pour la durée de l'événement.**

4) Toute personne qui désire faire usage d'une pièce pyrotechnique pour consommateur (selon le manuel de l'artificier-1999) doit respecter les conditions suivantes :

- a) qu'un dégagement de 30 m soit prévu avec l'aire de lancement et tout bâtiment ou boisé;
- b) qu'un extincteur portatif avec une cote minimale de 4A60BC soit disponible sur place près de l'aire de lancement;
- c) on ne doit pas procéder à la mise à feu des pièces pyrotechniques si les vents sont susceptibles de faire tomber des matières pyrotechniques sur les terrains adjacents.

3.18 La partie 6 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 6.1.1.4, l'article suivant

6.1.1.5 Rapport d'inspection et certificat de bon fonctionnement

1) Un rapport d'inspection complet du et/ou des systèmes de protection contre les incendies ainsi que le certificat de bon fonctionnement de celui-ci et/ou ceux-ci doivent être remis au service sécurité incendie sur demande.

3.19 La partie 6 division B du code est modifiée en ajoutant, après l'article 6.4.1.1, les articles suivants, à savoir :

6.4.1.2 Raccords-pompiers

- 1) Les affiches indiquant quel système de gicleurs ou quel réseau de canalisations et de robinets d'incendie armés dessert un raccord-pompier doivent être maintenues en bon état, conformément à la sous-section 2.1.4 division B.
- 2) Les raccords-pompiers doivent être protégés en permanence par des bouchons.
- 3) S'il manque des bouchons de protection, il faut inspecter les raccords-pompiers pour vérifier si des déchets ne sont pas accumulés à l'intérieur, rincer s'il y a lieu et remplacer les bouchons.
- 4) Les raccords-pompiers des canalisations d'incendie et/ou de gicleurs doivent être situés de manière à ce que le parcours de chacun d'eux à une borne d'incendie soit d'au plus quarante cinq (45) mètres et en tout temps libre de toute obstruction et/ou dégagés.

6.4.1.3 Borne d'incendie décorative

- 1) Il est défendu à toute personne d'installer ou de faire installer une borne d'incendie comme objet de décoration sur son terrain.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

ARTICLE 4 RECOURS CIVILS

4.1 La municipalité peut, en sus ou en lieu des poursuites pénales prévues ci-avant, entreprendre tout recours de nature civile visant la mise à effet du présent règlement.

Sans limiter la généralité de l'alinéa précédent, le recours aux procédures civiles inclut notamment la demande de mise à effet du règlement, associé aux procédures pénales, et prescrites par l'article 29 de la Loi sur les cours municipales.

Également, le recours aux procédures civiles inclut toutes démarches effectuées devant les tribunaux de juridiction civile, incluant le recours à l'injonction, ainsi que les recours prévus à la Loi sur les compétences municipales, au Code municipal, à la Loi sur les cités et villes ainsi que dans les différentes lois statutaires régissant la municipalité.

ARTICLE 5 DISPOSITIONS PÉNALES

5.1 Toute personne physique ou morale est tenue de se conformer à tout un chacun des dispositions du présent règlement.

5.2 Quiconque contrevient au paragraphe 3.9 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de trois cents dollars (300,00 \$) plus les frais.

5.3 Quiconque contrevient à toute autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de cent cinquante dollars (150,00 \$) plus les frais et maximale de mille dollars (1 000,00 \$) plus les frais. Lorsque le défendeur est une personne morale, l'amende minimale est de deux cents dollars (200,00 \$) plus les frais et l'amende maximale est de deux mille dollars (2 000,00 \$) plus les frais.

5.4 Lors d'une récidive dans les deux (2) ans de la déclaration de culpabilité du défendeur pour une infraction à la même disposition pour laquelle il a déjà été condamné, l'amende est fixée au double de celles mentionnées aux paragraphes 5.2 et 5.3 .

5.5 Lorsqu'une infraction au présent règlement est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

5.6 Tout recours intenté en vertu du présent règlement est fait selon les dispositions du code de procédure pénale (L.R.Q., c.C.-25.1).

5.7 Toute personne qui veut se prémunir d'un droit d'accès à l'information pour obtenir un document municipal relatif au service de sécurité incendie doit :

- a) Produire une demande écrite en citant les raisons de cette demande
- b) S'acquitter des frais de \$ 15.50
- c) Ne pas utiliser les informations du document pour des raisons autres que celles cités dans la demande écrite pour obtenir l'accès à l'information.

ARTICLE 6 ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement # 99-2007 et ses amendements et remplace toute disposition réglementaire au même effet ou incompatibles avec les présentes.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

ARTICLE 7 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Avis de motion : 9 janvier 2017

Adoption du 1er projet de règlement : 9 janvier 2017

Adoption du règlement : 13 mars 2017

Publication :

Denis Gamelin
Maire

Chantal Piette
Directrice générale et sec.trés.



ANNEXE I

Code de sécurité du Québec, Chapitre VIII-Bâtiment, et Code national de prévention des incendies Canada 2010 (modifié)

ANNEXE II

Capture d'écran du permis CAUCA

CAUCA - Centrale d'appels d'urgence • Répartition incendie et ambulance • 911 Page 1 sur 1

  Déconnexion mungbr52085

[Recherche](#)

PERMIS DE BRÛLAGE

Période
Date début de brûlage : 2016-09-02 Date fin de brûlage : 2016-09-02
Permis valide entre les heures suivantes :
Heure de début : 00:00:00 Heure de fin : 23:59:59

Emplacement :
Mrc : Sélectionner
Municipalité : Sélectionner
Rue :
Intersection :
Localisation : À l'adresse
No Civique :
Matricule :
 Adresse non répertorié
No Lot/Autre :
Code Postal :
Téléphone :
Propriétaire :

Responsable :
 Même qu'emplacement
Mrc : Sélectionner
Municipalité : Sélectionner
Rue :
No Civique :
No Lot/Autre :
Code Postal :
 Le responsable est le propriétaire
Téléphone :
Responsable :

Matières
 gazon autre
 herbe feuilles
 branches broussailles
 bois feu d'artifice
 amas de résidus abattis

Site
 baril
 dépotoir
 sol sablonneux
 foyer
 autre
Autre :
Nombre de caractère(s) :
Maximum 255 caractères.

Disposition :
 En tas En rangée Extensif

Précaution
 Responsable présent sur les lieux en permanence

Autre
Unité de mesure Métrique Impériale
Dimension Hauteur : m Largeur : m

Équipements sur place :
 pelle
 boyau
 chaudière à eau
 extincteur
 autre
Autre :
Nombre de caractère(s) :
Maximum 255 caractères

Notes :
Maximum 255 caractères
Nombre de caractère(s) :

AVERTISSEMENT :

Le logiciel AdobeReader version 7.0 est utilisé et requis pour le vis onnement des rapports imprimables
Centrale d'appels d'urgence • Cauca experts en appels d'urgence • Répartition incendie et ambulance • 911
Optimisé pour
chrome

<http://incendie.cauca.ca/Gestion/PermisFeu.aspx> 2016-09-02

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

RÉSUMÉ DU RÈGLEMENT DE PRÉVENTION

3.9 2.4.5.1. Feux en plein air

- 3) Le feu doit être localisé dans une zone sécuritaire et suffisamment éloignée de tout bâtiment et boisé. Un périmètre de trente (30) mètres doit être observé tout autour du feu. Un surveillant doit être assigné pour le respect du périmètre de sécurité tout au long de l'activité.
- 4) Le fait de faire un feu ne doit pas nuire au voisinage.
- 5) Il est interdit d'utiliser des accélérateurs pour allumer un feu (essence, huile, pneu, etc.).
- 6) Les matières destinées au brûlage doivent être empilées en tas d'environ trois (3) mètres par trois (3) mètres au maximum et n'excédant pas deux (2) mètres de hauteur.
- 7) Avant de faire un feu, il faut avoir sur place des équipements pour combattre un feu afin de garder un contrôle permanent et intervenir au besoin.
- 8) La personne responsable du feu doit surveiller le feu en tout temps et s'assurer, avant de quitter les lieux, que ledit feu soit complètement éteint.
- 9) Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités ordinaires dans le cas où des déboursés ou dommages résultent du feu ainsi allumé.
- 10) Toute personne qui met le feu et qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu de se propager, commet une infraction en vertu du présent règlement et elle est passible de toutes les peines prévues par le présent règlement.
- 11) Il est interdit de faire un feu à l'extérieur lorsque le vent excède vingt-cinq (25) km/h et/ou dès que le risque d'incendie de végétation est élevé selon la SOPFEU.
- 12) Toute demande de permis de brûlage doit être faite au moins 24 heures à l'avance.

Infractions et peines

5.2 Quiconque contrevient à l'article 3.9 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de trois cents dollars (300,00 \$) plus les frais.

N. B. : Ce permis est valide pour la période de temps mentionnée et peut être annulé si les articles ci-haut mentionnés ne sont pas respectés.

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

#2017-03-049'' DÉPÔT DU RAPPORT D'ACTIVITÉ SERVICE INCENDIE.

Il est proposé par Monsieur Michel Aubin et appuyé par Madame Audrey Sénéchal d'accepter le dépôt du rapport d'activité du service incendie de St-Gabriel-de-Brandon (année 2016).

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-050'' PROGRAMME TECQ / ABROGER LE RÉSOLUTION 2017-02-031.

Il est proposé par Monsieur Martin Bibeau et appuyé par Madame Johanne Lessard d'abroger la résolution 2017-02-031 (Programme TECQ / Abaissement du trottoir).

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-051'' PROGRAMME TECQ / APPROBATION PLAN ET DEVIS POUR LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES TROTTOIRS.

Il est proposé par Monsieur Martin Bibeau et appuyé par Monsieur Michel Aubin d'approuver les plans et devis présentés par la firme d'ingénieur du Service Exp. Inc. concernant les travaux de réfection des trottoirs (rte 348).

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-052'' ADOPTION DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT NUMÉRO 003-2017

Il est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard d'adopter le règlement numéro 003-2017 intitulé : Règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 358 100.00 \$ pour des travaux de réfection des trottoirs situés sur la rue Principale (route numérotée 348) ainsi que pour le financement de la subvention du Ministère des Affaires municipales et des Régions accordée dans le cadre du transfert d'une partie de la taxe d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

DEMANDE

#2017-03-053'' DÉCRÉTER LE MOIS D'AVRIL, MOIS DE LA JONQUILLE

CONSIDÉRANT QU'en 2017 plus de 50 000 Québécois recevront un diagnostic de cancer et que cette annonce représentera un choc important, qui se répercutera sur toutes les sphères de leur vie ;

CONSIDÉRANT QUE le cancer, c'est 200 maladies et que la Société canadienne du cancer, grâce à des centaines de milliers de Québécois, donateurs et bénévoles, lutte contre tous les cancers, du plus fréquent au plus rare ;

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

CONSIDÉRANT QUE nous pouvons prévenir environ la moitié de tous les cancers en adoptant un mode de vie sain et des politiques qui protègent le public ;

CONSIDÉRANT QUE le taux de survie au cancer a fait un bond de géant, passant de 25 % en 1940 à plus de 60 % aujourd'hui, et que c'est en finançant les recherches les plus prometteuses que nous poursuivrons les progrès ;

CONSIDÉRANT QUE la Société canadienne du cancer est l'organisme qui aide le plus de personnes touchées par le cancer, avec des services accessibles partout au Québec qui soutiennent les personnes atteintes de la maladie, les informent et améliorent leur qualité de vie ;

CONSIDÉRANT QUE le mois d'avril est le Mois de la jonquille, et qu'il est porteur d'espoir et que la Société canadienne du cancer encourage les Québécois à poser un geste significatif pour les personnes touchées par le cancer et à lutter contre tous les cancers ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Monsieur Michel Aubin

DE DÉCRÉTER que le mois d'avril est le Mois de la jonquille.

QUE le conseil municipal encourage la population à accorder généreusement son appui à la cause de la Société canadienne du cancer.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

DEMANDE

Demande d'aide financière – La lueur du phare de Lanaudière - *non-retenue*
Demande d'aide financière – Groupe populaire Déclit - *non-retenue*

#2017-03-054" DEMANDE D'APPUI / PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ PRÉSENTÉE PAR VILLE ST-GABRIEL.

Il est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard d'appuyer la demande présentée par Ville St-Gabriel, pour le programme de prévention de la criminalité de la Sécurité Publique pour la bonification de son service de travail de rue.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

#2017-03-055" VENTE POUR TAXE 2016.

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire dont le matricule est 1120-10-7570 a versé la somme de 200.00 \$ sur son compte de taxes 2016;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire dont le matricule est 1120-10-7570 s'est engagé à payer les sommes dues le 31 mars 2017;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par Monsieur Michel Aubin et appuyé par Monsieur Martin Bibeau de retirer le nom du propriétaire (matricule 1120-10-7570)

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

qui était inscrit sur la liste de vente pour non-paiement de taxe 2016. Liste que la directrice générale devait faire parvenir à la MRC De D'Autray pour le 20 mars 2017.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

CORRESPONDANCE.

Une liste de la correspondance est déposée sur la table, aucun de ces documents ne sera archivé.

DIVERS.

#2017-03-056" FABRIQUE.

Afin de recueillir les commentaires des Paroissiens et des Paroissiennes concernant le dossier de la fabrique (célébration eucharistique), il est proposé par Madame Johanne Lessard et appuyée par Madame Audrey Sénéchal que la municipalité procède à une déclaration d'intention et ce par le biais du bulletin municipal.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

DEMANDE

Le conseil du patrimoine religieux du Québec nous demande une copie de l'acte de vente de l'église – *non-retenu*

#2017-03-057" RENCONTRE AVEC LES AVISEURS LÉGAUX DE LA MUNICIPALITÉ.

Il est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard d'autoriser Monsieur Denis Gamelin et Madame Chantal Piette afin de planifier une rencontre avec Me Yves Chaîné, aviseur légal de la municipalité.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité.

#2017-03-058" DEMANDE DU COMITÉ DES LOISIRS DE ST-CLÉOPHAS.

Il est proposé par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard que le conseil municipal de Saint-Cléophas-de-Brandon autorise le Comité des Loisirs de St-Cléophas-de-Brandon à tenir une activité le samedi 29 avril 2017 à la salle municipale (centre communautaire) soit au 750 rue principale St-Cléophas-de-Brandon. Les profits de cette soirée serviront au financement des activités du terrain de jeux.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.
La résolution est adoptée à l'unanimité

DIVERS

Point d'information.

Pratique du service incendie le mardi 14 mars 2017.

MRC D'Autray : acquérir la compétence concernant le traitement et valorisation des matières organiques putrescibles.

MRC D'Autray : Transport en commun : réorganisation du transport régional

MRC D'Autray : Regroupement des offices municipaux d'habitation, la MRC De D'Autray n'a pas l'intention de procéder à une déclaration de compétence en matière

MUNICIPALITÉ ST-CLÉOPHAS-DE-BRANDON



LE 13 MARS 2017

de logement social.

Patinoire - Madame Johanne Lessard nous fait un compte rendu de l'utilisation de la patinoire saison 2016-2017.

Article sur la décroissance économique – Monsieur Denis Gamelin nous fait un compte rendu de l'entretien téléphonique qu'il a eu avec Monsieur Pierre Bellemare, journaliste, de l'Action d'Autray.

#2017-03-059" **LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE À 22h10.**

La levée de l'assemblée est proposée par Madame Audrey Sénéchal et appuyée par Madame Johanne Lessard.

Monsieur Denis Gamelin maire demande le vote.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Denis Gamelin, Maire

Chantal Piette, directrice générale et
secrétaire-trésorière.